



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE- NEUVIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 11 mai 2011 — N° 25

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Saint-Henri–Sainte-Anne sur le sujet suivant : *Semaine L’Amitié n’a pas d’âge.*
- Le député de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *Démarche ISO-Famille de l’Initiative 1, 2, 3 GO! Longueuil.*
- Le député de Dubuc sur le sujet suivant : *65^e anniversaire de la Fédération des chasseurs et pêcheurs du Québec.*
- La députée de Taillon sur le sujet suivant : *Démarche ISO-Famille de l’Initiative 1, 2, 3 GO! Longueuil.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Le Grand McDon.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Anniversaire du chœur Do-Ré-Mi.*
- Le député de Rivière-du-Loup sur le sujet suivant : *Souligner la Journée du matériau bois dans le cadre du Mois de l’arbre et des forêts.*
- La députée de Mirabel sur le sujet suivant : *105^e anniversaire de Mme Germaine St-Louis-Proulx.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) **documents**
 - b) **rapports de commissions**
 - c) **pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Consultation générale

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 2**
Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 73, de Beauceville à Saint-Georges
Présenté par le ministre des Transports le 24 mars 2011
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 4 mai 2011
Reprise du débat ajourné le **10 mai 2011**
- 2) **Projet de loi n° 3**
Loi favorisant la sécurité en matière de transport scolaire et un meilleur encadrement du courtage en services de camionnage en vrac
Présenté par le ministre des Transports le **23 mars 2011**
- 3) **Projet de loi n° 4**
Loi permettant aux municipalités d'octroyer un crédit de taxes à certains propriétaires d'immeubles résidentiels touchés par une hausse de leur valeur excédant la moyenne de façon significative
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **22 mars 2011**
- 4) **Projet de loi n° 5**
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre du Revenu le **4 mai 2011**

- 5) Projet de loi n° 7
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le secteur financier
Présenté par le ministre délégué aux Finances le **4 mai 2011**
- 6) Projet de loi n° 11
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et permettant que l'option d'une rente servie par la Régie des rentes du Québec soit offerte en cours d'existence de certains régimes dans le secteur des pâtes et papiers
Présenté par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **10 mai 2011**
- 7) Projet de loi n° 13
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **10 mai 2011**
- 8) Projet de loi n° 38
Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire et la Loi sur l'Université du Québec en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **6 octobre 2009**

Étude détaillée en commission

- 9) Projet de loi n° 6
Loi sur les biens non réclamés
Présenté par le ministre du Revenu le 7 avril 2011
Principe adopté le **5 mai 2011**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) Projet de loi n°44
Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 6 octobre 2009
Principe adopté le **27 octobre 2009**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 11) Projet de loi n° 82**
Loi sur le patrimoine culturel
Présenté par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine le 18 février 2010
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 31 mars 2011
Principe adopté le **5 mai 2011**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 12) Projet de loi n° 88**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement concernant la gestion des matières résiduelles et modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le 17 mars 2010
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 15 avril 2010
Principe adopté le **13 mai 2010**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 13) Projet de loi n° 89**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le 15 avril 2010
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 15 mars 2011
Principe adopté le **7 avril 2011**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 14) Projet de loi n° 94**
Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements
Présenté par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles le 24 mars 2010
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 8 février 2011
Principe adopté le **15 février 2011**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 15) Projet de loi n° 120**
Loi concernant les campagnes à la direction des partis politiques
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information le 20 octobre 2010
Principe adopté le **9 décembre 2010**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 16) Projet de loi n° 127**
Loi visant à améliorer la gestion du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 décembre 2010
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 22 mars 2011
Principe adopté le **5 mai 2011**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 17) Projet de loi n° 130**
Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 11 novembre 2010
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 8 février 2011
Principe adopté le **16 février 2011**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 18) Projet de loi n° 133**
Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 8 décembre 2010
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 avril 2011
Principe adopté le **3 mai 2011**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

19) Projet de loi n° 119

Loi concernant le processus électoral

Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information le 20 octobre 2010

Principe adopté le 9 décembre 2010

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 15 mars 2011

Rapport de la Commission des institutions déposé le **10 mai 2011**

(Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

20) Projet de loi n° 190

Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs

Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

21) Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général

Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

22) Projet de loi n° 192

Loi modifiant la Loi permettant d'assurer l'agrandissement du parc national du Mont-Orford, la préservation de la biodiversité de territoires limitrophes et le maintien des activités récréotouristiques afin de réintégrer dans les limites territoriales de ce parc les terres qui en ont été distraites

Présenté par le député de Berthier le **7 avril 2009**

23) Projet de loi n° 193

Loi modifiant la Loi sur les transports

Présenté par le député de Chutes-de-la-Chaudière le **8 avril 2009**

24) Projet de loi n° 194

Loi modifiant la Loi sur l'assurance maladie

Présenté par le député de La Peltrie le **29 avril 2009**

- 25) Projet de loi n° 196
Loi sur la protection des dénonciateurs du secteur public québécois
Présenté par le député de Richelieu le **29 avril 2009**
- 26) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général afin de permettre la vérification intégrée d'Hydro-Québec
Présenté par le député de Jonquière le **30 mars 2011**
- 27) Projet de loi n° 198
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Marguerite-D'Youville le **14 mai 2009**
- 28) Projet de loi n° 391
Loi visant à affirmer les valeurs fondamentales de la nation québécoise
Présenté par la députée de Charlevoix le **24 novembre 2009**
- 29) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi sur l'administration publique afin d'obliger les ministères et organismes à publier un rapport mensuel de leurs dépenses
Présenté par le député de Shefford le **29 avril 2010**
- 30) Projet de loi n° 394
Loi sur l'Agence québécoise du cancer
Présenté par le député de La Peltrie le **14 avril 2010**
- 31) Projet de loi n° 395
Loi encadrant l'accessibilité et l'universalité des services de santé au Québec
Présenté par le député de Mercier le **27 avril 2010**
- 32) Projet de loi n° 396
Loi visant l'arrêt provisoire des activités d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste
Présenté par le député de L'Assomption le **27 octobre 2010**
- 33) Projet de loi n° 397
Loi imposant un moratoire sur les projets d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste
Présenté par le député de Mercier le **27 octobre 2010**

- 34) Projet de loi n° 398
Loi mettant fin à la préséance des droits miniers sur les autres usages du territoire et modifiant de nouveau la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
Présenté par le député de Mercier le **11 novembre 2010**
- 35) Projet de loi n° 399
Loi modernisant les dispositions relatives aux briseurs de grève et modifiant de nouveau le Code du travail
Présenté par le député de Beauharnois le **3 décembre 2010**
- 36) Projet de loi n° 490
Loi sur l'utilisation accrue du bois dans la construction
Présenté par le député de Roberval le **9 décembre 2010**
- 37) Projet de loi n° 491
Loi interdisant l'exploration et l'exploitation de l'amiante et de l'uranium au Québec
Présenté par le député de Mercier le **9 décembre 2010**
- 38) Projet de loi n° 492
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **16 février 2011**
- 39) Projet de loi n° 493
Loi sur la révocation d'un député
Présenté par le député de La Peltrie le **17 février 2011**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 40) Projet de loi n° 200
Loi concernant Marie Alice Elisabeth Hélène Lacroix
Présenté par le député de Beauce-Nord le **10 mai 2011**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

41) Projet de loi n° 201

Loi concernant le monastère des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec
Présenté par la députée de Taschereau le **10 mai 2011**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

42) Projet de loi n° 202

Loi concernant la Régie intermunicipale du secteur Nord de Lac-Saint-Jean
Est
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **10 mai 2011**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

43) Projet de loi n° 229

Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par le député de Beauharnois le **9 novembre 2010**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

44) 24 février 2011

Motion de la ministre des Relations internationales :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, l'Assemblée nationale approuve l'Entente de réciprocité en matière de reconnaissance de permis de conduire entre le gouvernement du Québec et la République d'Autriche.

Selon l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, cette motion ne peut être débattue avant le 6 mars 2011.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

45) 5 avril 2011

Motion du député de Marie-Victorin:

QUE l'Assemblée nationale dénonce l'engagement du Parti conservateur du Canada d'accorder un soutien financier au projet hydroélectrique du Bas-Churchill et exige que le gouvernement du Québec prenne tous les moyens nécessaires pour empêcher la réalisation de cet engagement qui va à l'encontre des intérêts du Québec.

46) 10 mai 2011

Motion de la députée de Taschereau :

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral la présentation, d'ici le 10 juin 2011, d'un projet de loi qui permettra aux pharmaciens d'exercer de nouvelles responsabilités visant à améliorer la qualité et l'efficacité des soins de santé à la population, notamment : prolonger certaines ordonnances qui ne sont plus renouvelables en fonction de critères précis; adapter une ordonnance lorsque la situation l'exige; contribuer à la résolution de certains problèmes de santé simples, incluant des infections bénignes; demander certains tests de laboratoire pour surveiller la sécurité de l'utilisation des traitements; administrer certains médicaments;

QUE cette motion devienne un ordre de l'Assemblée nationale du Québec.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat conféré par une loi

- Entendre la sous-ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport concernant les frais d'administration des commissions scolaires (*Chapitre 2, Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2010-2011 – Tome I*).

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES](#)

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- La Financière agricole du Québec.

Interpellation :

- Du député de La Prairie à la ministre des Ressources naturelles et de la Faune sur le sujet suivant : *Le prix de l'essence au Québec* (avis donné le 5 mai 2011).

Mandat d'initiative

- La sécurité des approvisionnements en produits pétroliers.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Avant-projet de loi intitulé « Loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme » (mandat confié le 23 mars 2011).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant le monastère des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec (mandat confié le 10 mai 2011).
- **Projet de loi n° 202**, Loi concernant la Régie intermunicipale du secteur Nord de Lac-Saint-Jean Est (mandat confié le 10 mai 2011).
- **Projet de loi n° 229**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 24 février 2011).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du logement.
- Commission municipale du Québec

Étude de pétitions :

- Pétition 48-20110315 concernant le surpeuplement des logements au Nunavik.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44**, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance (mandat confié le 24 février 2011).
- **Projet de loi n° 82**, Loi sur le patrimoine culturel (mandat confié le 5 mai 2011).

Mandat d'initiative

- Examiner le phénomène du décrochage scolaire en se concentrant sur la valorisation de l'éducation et sur les actions mises en œuvre dans les différentes régions du Québec.
- Bonification de l'offre d'apprentissage dans le domaine de l'activité physique, du sport et de la culture afin de créer le sentiment d'appartenance.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat conféré par une loi

- Étude des états financiers et des rapports annuels 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commission des partenaires du marché du travail.
- Régie des installations olympiques.

Mandat d'initiative

- La modernisation des dispositions anti-briseurs de grève prévues au Code du travail.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 6**, Loi sur les biens non réclamés (mandat confié le 5 mai 2011).
- **Projet de loi n° 130**, Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds (mandat confié le 24 février 2011).

- **Projet de loi n° 133**, Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (mandat confié le 3 mai 2011).

Mandat confié par une loi

- Examen des états financiers et du rapport d'activités de l'Institut de la statistique du Québec.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Bureau de décision et de révision.
- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.
- Institut de la statistique du Québec.
- Société immobilière du Québec.

Mandat d'initiative

- Étude des mesures pour contrer la consommation du tabac de contrebande.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 94**, Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements (mandat confié le 24 février 2011).
- **Projet de loi n° 120**, Loi concernant les campagnes à la direction des partis politiques (mandat confié le 24 février 2011).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant Marie Alice Elisabeth Hélène Lacroix (mandat confié le 10 mai 2011).

Mandat confié par une loi

- Examen des rapports annuels 2007-2008 à 2009-2010 de la Commission d'accès à l'information.
- Examen des rapports annuels 2007-2008 à 2009-2010 du Commissaire au lobbying.

Mandat réglementaire

- Audition du Protecteur du citoyen .

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commission des services juridiques .

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Document de consultation « La planification de l'immigration au Québec pour la période 2012-2015 » (mandat confié le 14 avril 2011).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 127**, Loi visant à améliorer la gestion du réseau de la santé et des services sociaux (mandat confié le 5 mai 2011).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2005-2006 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal, Laval, Lanaudière (déféré le 24 février 2011).
- Étude des rapports annuels 2006-2007 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie (déféré le 24 février 2011).
- Étude des rapports annuels 2007-2008 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie (déféré le 24 février 2011).

- Étude des rapports annuels 2008-2009 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Chaudière-Appalaches, Lanaudière, Montréal, Baie-James, Laval, Montérégie, Outaouais, Bas-Saint-Laurent, Mauricie et Centre-du-Québec (déféré le 24 février 2011); Estrie, Laurentides (déféré le 15 mars 2011).
- Étude du rapport annuel 2008-2009 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 24 février 2011).
- Étude du rapport annuel 2009-2010 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 24 février 2011).
- Étude des rapports annuels 2009-2010 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Lanaudière, Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Laval, Laurentides, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean (déféré le 24 février 2011).
- Étude du rapport annuel 2009-2010 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 24 février 2011).
- Examen des rapports d’appréciation de la performance du système de santé et de services sociaux 2009 et 2010.
- Examen des rapports sur la mise en œuvre de la Loi sur le tabac 2005 et 2010.
- Examen du rapport d’évaluation du projet expérimental du Dossier de santé du Québec sur le territoire de l’Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d’organismes publics et reddition de comptes :

- Régie de l’assurance maladie du Québec.
- Office des personnes handicapées du Québec.
- Commissaire à la santé et au bien-être.
- Comités de révision de l’assurance maladie

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 88**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement concernant la gestion des matières résiduelles et modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles (mandat confié le 24 février 2011).
- **Projet de loi n° 89**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect (mandat confié le 7 avril 2011).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport d'évaluation du projet pilote sur les cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Agence métropolitaine de transport.
- Commission de la qualité de l'environnement Kativik.
- Société québécoise de récupération et de recyclage.

COMMISSION SPÉCIALE SUR LA QUESTION DE MOURIR DANS LA DIGNITÉ

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Question du droit de mourir dans la dignité (mandat confié le 24 février 2011).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 6) M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) – **11 mai 2011**
À la présidente du Conseil du trésor:

Le 17 juin 2004, le député de Verdun a déposé la pétition (1092-20040617) qui est demeurée sans réponse. Le libellé de la pétition signée par des employés(es) et ex-employés(es) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) participant actuellement au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou ayant participé à ce même régime de retraite au cours de la période du 13 juin 1969 au 1^{er} novembre 1972 (date de l'intégration de la RAMQ à la fonction publique québécoise), demande que soit apporté un amendement législatif afin de permettre le rachat du service effectué au cours de la période mentionnée ci-dessus.

Selon la CARRA, seulement une vingtaine de personnes sont encore assujetties à l'article 25 pourtant devenu caduc depuis 37 ans, qui les faisait employées de la RAMQ (régime privé en fiducie) et non employées de la fonction publique québécoise jusqu'au 28 octobre 1972 (RRF). Les personnes qui ont transféré au RREGOP ou celles qui ont quitté la fonction publique pour y revenir ont eu droit à une dérogation à cet article de loi car elles ont pu et peuvent racheter du service entre le 13 juin 1969 et le 1^{er} novembre 1972.

Le 3 mai 2006, le député de Chutes-de-la-Chaudière questionnait la présidente du Conseil du trésor sur l'iniquité vécue par ce groupe de citoyens. La présidente du Conseil du trésor a alors indiqué qu'elle avait en sa possession une lettre du 17 août 2005 qui nécessiterait une modification législative et qu'elle devrait se pencher sur ce dossier puisqu'elle était très sensible à l'amélioration des services à la CARRA.

Le 9 juin 2006, un participant a eu un jugement favorable portant le numéro 200-09-004975-048 dans une cause similaire à celle vécue par les personnes de la RAMQ dont le rachat de service est refusé par le même article de loi, soit l'article 96 de la Loi sur le RRF.

Ce participant au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) a fait une demande de rachat de service à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), le 13 février 2002, pour la période du 15 juin 1971 au 22 janvier 1973. Sa demande lui a été refusée avec comme motif qu'elle aurait dû être transmise avant le 23 janvier 1974, soit conformément aux dispositions de l'article 96 de la Loi sur le RRF, dans les douze mois suivant le jour où il a commencé à verser des cotisations au Régime de retraite des fonctionnaires. Le 7 janvier 2003, l'adhérent a fait une demande de réexamen de son dossier. Par la suite, ce dernier a passé devant le Comité de réexamen, puis en arbitrage, etc. C'est ainsi que, le 9 juin 2006, cette personne a eu un jugement favorable portant le numéro 200-09-004975-048 et que le 11 août 2001, l'adhérent a finalement pu racheter 1,57 année de service, selon le tarif du temps, de la cotisation au RRF.

Est-ce que la présidente du Conseil du trésor va effectuer les amendements législatifs permettant de rétablir la confiance envers les institutions gouvernementales et redonner à cette vingtaine de personnes la part qui leur revient dans un système qui doit être juste et équitable pour tous ?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 10 mai 2011

Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 17 mars 2011 et l'édiction de la Loi instituant le Fonds du Plan Nord – *ministre des Finances*.

b) 10 mai 2011

Loi concernant la lutte contre la corruption – *ministre de la Sécurité publique*.

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

Interpellations

- c) 21 avril 2011
Interpellation du député de Shefford au ministre des Finances sur le sujet suivant : *L'état des finances publiques au Québec.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa)**Loi limitant les activités pétrolières et gazières – *ministre des Ressources naturelles et de la Faune.*
- bb)**Loi resserrant l'encadrement des vérifications en matière de permis et apportant d'autres modifications à la Loi sur la sécurité privée – *ministre de la Sécurité publique.*
- cc)**Loi permettant l'application d'un régime particulier en matière de lésions professionnelles et de santé et de sécurité du travail – *ministre responsable des Affaires autochtones.*
- dd)**Loi prévoyant un régime temporaire concernant la représentation électorale et suspendant l'application de certaines dispositions de la Loi électorale – *ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information.*
- ee)**Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de santé et de services sociaux afin notamment de resserrer le processus de certification des résidences pour personnes âgées – *ministre déléguée aux Services sociaux.*
- ff)**Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable – *ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune.*
- gg)**Loi sur la transparence en matière syndicale et modifiant diverses dispositions législatives – *député de Shefford.*
- hh)**Loi concernant la Municipalité régionale de comté de Memphrémagog – *député d'Orford.*

ii) Motion du ministre de la Justice :

QUE l'Assemblée nationale :

- I** Fasse siennes la position et les justifications du gouvernement exposées dans sa réponse au rapport du comité de la rémunération des juges pour la période 2010-2013, déposé devant l'Assemblée nationale le 17 février 2011;
- II** Approuve les recommandations 2, 4, 6, 8, 10, 12, 15, 17, 18, 19, 20, 22, 23 et 24, en précisant que:
- En ce qui concerne les recommandations 8, 18 et 24, le remboursement partiel des frais de représentation et d'expertises encourus par les conférences de juges est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de formuler ces recommandations et quant à l'évaluation des pourcentages établis par le comité aux fins du remboursement;
 - La recommandation 6 est approuvée sauf le libellé des modifications aux articles 92 et 116 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* proposé par le comité;
- III** Modifie les recommandations 1, 9 et 14 relatives au traitement des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales de Laval, Montréal et Québec et des juges municipaux rémunérés à la séance, en retranchant, pour les années 2011-2012 et 2012-2013, la portion des augmentations salariales correspondant à une compensation pour la hausse des primes d'assurance, de telle sorte que le traitement de ces juges soit établi comme suit :

Recommandation 1 (juges de la Cour du Québec)

- au 1^{er} juillet 2010 : 225 737 \$ (traitement au 30 juin 2010 majoré de 2,02 %);
- au 1^{er} juillet 2011 : 227 488 \$ (augmentation de 0,78 %);
- au 1^{er} juillet 2012 : 230 723 \$ (augmentation de 1,42 %);

Recommandation 9 (juges des cours municipales de Laval, Montréal et Québec)

- au 1^{er} juillet 2010 : 192 464 \$ (traitement au 30 juin 2010 majoré de 0,5 %);
- au 1^{er} juillet 2011 : 193 861 \$ (augmentation de 0,73 %);
- au 1^{er} juillet 2012 : 196 425 \$ (augmentation de 1,32 %);

Recommandation 14 (juges municipaux rémunérés à la séance)

- au 1^{er} juillet 2010 : 192 464 \$ (traitement maximal au 30 juin 2010 majoré de 0,5 %);
- au 1^{er} juillet 2011 : 193 861 \$ (augmentation de 0,73 %);
- au 1^{er} juillet 2012 : 196 425 \$ (augmentation de 1,32 %);

IV Modifie les recommandations 3, 5, 7, 11, 13, 16, et 21 afin de retrancher la mention selon laquelle ces recommandations sont faites pour la durée du mandat du comité.

jj) Interpellation du député de La Peltrie à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur le sujet suivant : *L'administration et le financement du réseau public de l'éducation primaire, secondaire et professionnelle.*